

Éditorial.

Géopolitique d'une autre Afrique médiane

Béatrice Giblin

En 1997, Yves Lacoste proposait à Roland Pourtier, géographe spécialiste de l'Afrique subsaharienne francophone, de contribuer à la réalisation d'un numéro d'*Hérodote* sur cette région. Lacoste lui donnait le titre singulier de : « Géopolitique d'une Afrique médiane ». Singulier car cette région d'Afrique n'était jamais qualifiée ainsi mais plutôt d'Afrique centrale, équatoriale ou tropicale. Or, comme le précisait Lacoste, parler d'Afrique médiane c'était former un nouvel ensemble spatial et le distinguer des autres, sans toutefois les disqualifier, pour mieux comprendre des situations géopolitiques très compliquées, en décortiquant leurs intersections politiques et spatiales et en prenant en compte un ensemble plus vaste. En effet, ces situations géopolitiques conflictuelles bien localisées pouvaient avoir des répercussions non seulement sur des territoires voisins mais aussi sur d'autres territoires beaucoup plus lointains. Autre caractère singulier de ce titre « Géopolitique d'une Afrique médiane » et non pas « Géopolitique de l'Afrique médiane », la précision du choix de l'article n'avait rien d'anodin. Pour Lacoste, cela signifiait que les limites qu'il donnait à cette Afrique médiane n'étaient pas intangibles et qu'il était donc possible de construire un autre ensemble spatial qui correspondrait *grosso modo* à cette région mais sans en avoir exactement les mêmes limites. C'est d'ailleurs le cas avec l'ensemble spatial qui a été formé pour traiter des situations géopolitiques compliquées actuelles de cette autre Afrique médiane, un peu moins vaste que la précédente, puisqu'elle n'intègre pas les pays situés au sud de la République du Congo, c'est-à-dire l'Angola, la Zambie, le Mozambique, mais plus étendue vers le nord puisqu'elle intègre le sud du Sahel.

Vingt-trois ans plus tard, je me suis de nouveau adressée à Roland Pourtier pour réaliser ce numéro. C'est donc une fois encore lui qui a choisi les auteurs parmi lesquels on retrouve trois des auteurs du précédent numéro, lui-même,

Gérard Prunier et Filip Reyntjens, preuve que les situations géopolitiques de ce vaste ensemble restent conflictuelles et compliquées, ce qui justifie qu'*Hérodote* s'y intéresse de nouveau.

En mai 1997, c'était la chute de Mobutu et la conquête du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila soutenu par le nouveau pouvoir tutsi du Rwanda, par l'Ouganda et par des spécialistes américains pour assurer la logistique de cette longue marche de plus de 2 000 km à travers la forêt équatoriale. L'essentiel des articles de ce numéro était d'ailleurs consacré à la situation du Congo et à l'une de ses régions, voisine du Rwanda, le Kivu, en pleine rébellion et enfin au Rwanda, encore très marqué par les conséquences du génocide des Tutsis.

Aujourd'hui, dans ce vaste ensemble dans lequel la République démocratique du Congo occupe une place centrale, avec ses 2 350 000 km² et ses plus ou moins 85 millions d'habitants, l'une des questions majeures qui se posent est de comprendre les raisons de la persistance de ces situations géopolitiques compliquées et conflictuelles.

Celles-ci ne font d'ailleurs plus la une de l'actualité, leur longévité, souvent plus de deux décennies, génère une forme de lassitude dans l'opinion publique malgré des rébellions et des révoltes qui font des milliers de morts, des centaines de milliers, voire des millions, de déplacés. Comme le dit Roland Pourtier dans son excellent article, l'actualité africaine s'est déportée vers d'autres théâtres, principalement le Sahara-Sahel, où l'armée française est directement engagée.

L'indispensable raisonnement géographique pour éclairer les situations géopolitiques

De par le titre qu'il a choisi, «Afrique médiane, Afrique équatoriale: milieu et histoire», Roland Pourtier annonce une analyse géopolitique où la géographie des milieux est justement et utilement prise en compte, sans toutefois tomber dans un déterminisme simpliste. C'est exactement le genre d'article qu'*Hérodote* est fière de publier. D'une part, il légitime la question des liens de causalité, généralement occultés, ici entre les milieux équatoriaux et l'organisation sociale et politique des populations. Ainsi, celle de la forêt équatoriale dense et humide, où le regard ne peut se porter sur de vastes espaces, ne peut correspondre à celle des populations de la savane arborée. Citons Roland Pourtier: «L'équateur forestier est un monde sans moisson, sans conservation de longue durée, sans grenier. Il en résulte une relation au temps très particulière: pas de provision, pas de prévision. Aucun pouvoir ne s'est construit sur le contrôle des subsistances et la gestion du futur.» En revanche, dans la savane arborée «la circulation y est aisée, le repérage à longue distance

possible. La céréaliculture (mils et sorghos et de plus en plus maïs) a été la réponse au climat tropical à saisons alternées. Le grenier impose une autorité gestionnaire, il faut penser le futur. Là réside un des fondements de l'organisation de la société, une des sources du pouvoir dans cette Afrique des greniers ». Par ailleurs, Roland Pourtier prend en compte les temps longs pour aborder les conséquences parfois toujours actuelles de phénomènes géopolitiques majeurs, comme la traite esclavagiste pratiquée par des peuples africains au détriment d'autres peuples africains pour le plus grand bénéfice des commerçants arabes puis européens. Traite esclavagiste qui a dépeuplé certaines régions et laissé des traces toujours perceptibles dans les mémoires collectives de ces populations. Au prélèvement des hommes a succédé le prélèvement des matières premières, qui explique en partie pourquoi les populations de la République démocratique du Congo (RDC) si riche en minerais sont dans leur grande majorité toujours aussi pauvres. Cette pauvreté se traduit dans la médiocrité de l'état de santé de la population même si celle-ci s'améliore (voir l'article de René Migliani et Jeanne-Marie Amat-Roze).

De même, la faiblesse de l'État dans le contrôle de son territoire interdit à la RDC de jouer au niveau régional le rôle central que devraient lui permettre sa position géographique et l'immensité de son territoire aux potentialités économiques si élevées (voir l'article de Marc-Louis Ropivia). Ces immenses potentialités économiques suscitent l'intérêt des nouvelles puissances émergentes asiatiques, en particulier la Chine et dans une moindre mesure l'Inde¹, qui concurrencent les anciennes puissances coloniales au point que Jean-Pierre Bat parle à propos de l'Afrique centrale de nouveau « Grand Jeu ».

L'immensité des espaces forestiers n'en est d'ailleurs pas le moindre des atouts. Au moment où les défrichements de la forêt amazonienne s'accroissent, encouragés par la politique de Jair Bolsonaro, alors même que les effets négatifs du réchauffement climatique sont incontestables, les forêts de l'Afrique équatoriale sont de plus en plus convoitées soit pour les préserver comme étant un « poumon vert » indispensable à l'humanité, soit pour y exploiter leurs bois précieux. Alain Karsenty montre que la déforestation, surtout en RDC, est d'abord le fait de la petite agriculture du fait de la forte croissance démographique qui a pour conséquence d'augmenter rapidement le besoin de nouvelles terres à cultiver. Même si certains milieux sont toujours prompts à dénoncer la persistance d'une exploitation de type colonial des espaces forestiers par des entreprises européennes, celles-ci sont désormais très nettement minoritaires, largement dépassées par l'émergence d'une rivalité sino-indienne comme le souligne Alain Karsenty.

1. Voir article de Pooja Jain, « La politique indienne en Afrique », « Géopolitique de l'Inde », *Hérodote*, n° 173, 2019, 2^e trim.

Des conflits interminables aux extensions régionales

Dans le numéro précédent sur l’Afrique médiane, Gérard Prunier avait traité de la crise du Kivu et de ses répercussions dans la région des Grands Lacs, où il démontrait que les conflits entre Africains n’avaient nul besoin pour se développer d’interventions extérieures et que les leaders africains étaient bien capables de mener seuls leurs politiques et de faire seuls leurs propres erreurs.

Cette fois nous lui avons demandé d’expliquer la situation du Soudan du Sud, confronté deux ans après son indépendance à une guerre civile toujours pas terminée. Or, la séparation du Soudan du Sud du Soudan du Nord devait mettre fin à un conflit qui durait depuis plus de cinquante ans. En effet, nombre d’observateurs de ce conflit voyaient ses causes dans l’héritage de frontières coloniales qui réunissaient dans un même État des Arabes musulmans au nord et des populations africaines chrétiennes au sud. Une fois le partage réalisé la paix devait régner. Il n’en fut rien, preuve que nombre de conflits attribués à l’arbitraire du tracé des frontières des pays africains ou autres (je pense au Moyen-Orient) ont bien d’autres causes, ce dont les dirigeants africains à l’époque de la décolonisation devaient être convaincus puisqu’ils ont choisi, avec sagesse, de ne pas les retoucher évitant ainsi d’accroître les causes de conflits potentiels.

Gérard Prunier, observateur attentif de la situation géopolitique du Soudan – Nord et Sud –, ne nie bien évidemment pas les différences culturelles et religieuses entre le Nord et le Sud mais il se demande comment pourraient-elles à elles seules continuer à être la cause unique de conflits aux profils similaires alors que s’est opérée une scission entre ces deux territoires ? En revanche, le Nord et le Sud partagent « une même conception profondément enracinée de l’État non comme un gestionnaire de la chose publique mais comme une entité essentiellement parasite dont l’existence n’a rien à voir avec la fourniture d’un service public mais représente un mécanisme d’extraction des ressources où le Centre domine la Périphérie pour l’exploiter. Or, cette périphérie est plurielle et soit lutte pour saisir directement le pouvoir central, soit cherche à lui échapper en marginalisant elle-même d’autres fractions de la périphérie. Il n’y a dans ce schéma aucun concept de développement ou de fourniture de service. Cette structure héritée de la conquête ottomane du XIX^e siècle est très différente de la colonisation européenne. Elle a longtemps été une caractéristique du Nord mais cela s’est ensuite étendu au Sud qui n’eut jamais d’autre perspective ni d’autre idéologie implicite en dépit de la différence culturelle. Il s’agit de ce que les Soudanais, Nordistes comme Sudistes, appellent “*al Hukum*”, “le pouvoir”, terme turco-arabe à la connotation particulièrement négative ».

Comprendre la situation conflictuelle du Soudan du Sud demande donc d’abandonner des grilles de lecture inadaptées et de faire l’effort, d’une part, de rentrer dans la complexité ethnique du Soudan du Sud et, d’autre part, de suivre des jeux

d'alliances instables entre différents groupes ethniques du Sud mais aussi entre groupes du Sud et du Nord, en gardant à l'esprit leur représentation commune négative du rôle de l'État.

Tout autre est la situation actuelle du Rwanda où l'État exerce pleinement ses pouvoirs sur son territoire et voire même, au-delà, sur celui de ses voisins. Dirigé depuis le retour des Tutsis par le leader de l'armée de libération à la tête du Front patriotique rwandais, l'autoritaire Paul Kagame, ce « petit pays » pour reprendre le titre du livre de Gaël Faye, joue un grand rôle dans la perpétuation des conflits (qui s'applique au Burundi) qui touchent ses immenses voisins. Filip Reyntjens explique pourquoi c'est à l'initiative du Rwanda que les conflits débutent et qu'à chaque fois ses actions sont déterminantes et qu'il reste toujours en conflit, à un moment ou à un autre, avec l'un ou l'autre de ses quatre voisins. Selon Filip Reyntjens, le besoin d'assurer la sécurité du territoire rwandais ne suffit pas pour expliquer ce comportement. Aussi fait-il appel à la longue durée : « Le Rwanda précolonial était une société profondément militarisée et un ancien "nationalisme belligérant", réactivé après la victoire du FPR et le retour des Tutsis au Rwanda, continue de façonner la vision des relations régionales de ses leaders. » Démonstration est de nouveau faite de la nécessité de combiner dans une approche géopolitique les temps longs et courts et les différents niveaux d'analyse.

C'est cette même approche que Thierry Vircoulon met en œuvre dans son article centré sur le conflit centrafricain – qui a débuté en 2012 –, dont le titre même « Quand le Sahel central rencontre l'Afrique centrale » montre qu'il ne se focalise pas seulement sur la situation centrafricaine, et précise dès son introduction qu'il est indispensable pour une analyse géopolitique efficace de prendre un peu de distance et de contextualiser un conflit dans son environnement. C'est à partir de son analyse du conflit centrafricain, auquel les médias ne s'intéressent plus guère depuis qu'il a perdu en intensité (peu de morts, mais toujours de nombreux déplacés), qu'il arrive à montrer les évolutions géopolitiques qui déstabilisent les États de la région, accélèrent les déplacements de population nord-sud, et enfin ce qu'il appelle la rencontre conflictogène entre le Sahel et l'Afrique.

Dans les deux études de cas qui viennent clore ce numéro, l'une sur l'accaparement foncier au Kenya, l'autre sur l'auto-construction à Kinshasa, la croissance démographique est un facteur important de la situation décrite. Claire Médard et Stéphanie Duvail montrent que l'accaparement foncier au Kenya, qui conduit à l'officialisation de la propriété privée d'un bien commun, résulte de jeux et rivalités de pouvoir entre représentants de l'État central et pouvoirs locaux. Enfin, Francis Lelo Nzuzi retrace les étapes de la construction urbaine de Kinshasa qui se caractérise aujourd'hui par l'opposition entre les « camps riches » (îlots fermés et gardés pour population aisée) et les *manzanzavilles* ou bidonvilles, quartiers d'auto-construction légalisés au fil du temps.